

Proposition commerciale

REFECTION DE L'ETANCHEITE BATIMENT PRINCIPAL, PATIOS, BATIMENT CHAUFFEIRE et BATIMENT EFS - V1

PASS CONFIANCE – 26 mars 2021

Votre contact SOCOTEC Construction :

Benoit BISSON

Directeur d'Agence

Tel : 06 22 06 03 08

Mail : benoit.bisson@SOCOTEC.COM

SOCOTEC Pôle Construction & Immobilier Normandie -

Agence de Cherbourg

880 rue Jean Bouin

50110 CHERBOURG EN COTENTIN

Interlocuteur CLIENT :

HERVE BERRE

Conducteur d'opérations

Tel : 02 33 06 30 53

Mail : herve.berre@ch-stlo.fr

HOPITAL MEMORIAL FRANCE ETATS UNIS

715 RUE DUNANT

50000 SAINT-LO



Sommaire

1	SYNTHÈSE DE NOTRE OFFRE	3
2	VOTRE PROJET	5
	Ses principales caractéristiques	5
	Description et points particuliers	5
3	LA MISSION DE CONTROLE TECHNIQUE	6
	Les missions de contrôle technique	6
	Les prestations proposées	7
	L'équipe	8
	La méthodologie	9
	Les délais	9
	Les honoraires	10
4	Conditions de paiement	11
5	ANNEXE : Les temps d'intervention CT	12

1

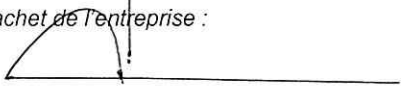
SYNTHÈSE DE NOTRE OFFRE

Nous vous remercions de nous consulter pour votre projet : REFECTION DE L'ETANCHEITE BATIMENT PRINCIPAL, PATIOS, BATIMENT CHAUFFEIRE et BATIMENT EFS - V1 à SAINT LO.

Nous vous proposons le Pass Confiance qui a pour objectif de vous fournir les prestations qualitatives d'accompagnement suivantes :

MISSIONS DEMANDÉES	HONORAIRES HT
Les missions de controle technique (L, LE)	9 300,00 €
TOTAL	9 300,00 €

Fait à CHERBOURG EN COTENTIN, le 26 mars 2021

Pour accord du Client	Pour SOCOTEC CONSTRUCTION SAS
Personne à contacter : <u>H. 35225</u>	Benoit BISSON Directeur d'Agence
<u>02.33.06.30.53 herse berre ch-ath.fr</u>	Signature :
N° SIRET de la société à facturer : <u>CHORUS PRO spa. 1 rue aux</u>	
<u>265 001 073 00013</u>	
Adresse de facturation : <u>715 rue Juvénat</u>	
<u>50000 Saint-Lô</u>	
Date : <u>1.04.21</u>	
Signature et cachet de l'entreprise :	
	
<u>Frédéric HAZEB</u>	Pôle Construction & Immobilier Normandie - Agence de Cherbourg 880 rue Jean Bouin 50110 - CHERBOURG EN COTENTIN

NB : La présente proposition comporte 12 pages
ainsi que les conditions Générales et Spéciales jointes en annexe

Fait à CHERBOURG EN COTENTIN, le 26 mars 2021

Pour accord du Client	Pour SOCOTEC CONSTRUCTION SAS
Personne à contacter : <u>4 38 225</u>	Benoit BISSON Directeur d'Agence
<u>02.33.06.30.53</u> <u>Herse. berre ch-ath. fr.</u>	Signature : <u>[Signature]</u>
N° SIRET de la société à facturer : <u>CH0205720</u> <u>spa. 1 rue vauv</u>	Signature numérique de <u>BENOIT BISSON</u>
<u>265 001 073 00013</u>	Date : <u>2021.04.02</u> <u>17:02:25 +02'00'</u>
Adresse de facturation : <u>715 rue Jansen</u>	BENOIT BISSON
<u>50000 Saint-Lô</u>	Pôle Construction & Immobilier Normandie - Agence de Cherbourg 880 rue Jean Bouin 50110 - CHERBOURG EN COTENTIN
Date : <u>1.04.21</u>	
Signature et cachet de l'entreprise : <u>[Signature]</u>	
<u>Frédéric 7A215</u>	

NB : La présente proposition comporte 12 pages
ainsi que les conditions Générales et Spéciales jointes en annexe

2 VOTRE PROJET

Ses principales caractéristiques

Adresse de l'opération :

715 RUE DUNANT
50000 SAINT LO

Nombre de bâtiments : 1

Stade d'avancement du projet : Programmation

Date prévisionnelle de démarrage des travaux : 01/11/2021

Durée prévisionnelle des travaux : 36 mois

Description et points particuliers

Le centre hospitalier engage le projet de réfection de l'étanchéité de son patrimoine, bâtiment principal historique compris la reprise du traitement des fonds de patios, bâtiment chaufferie, et de la couverture du bâtiment EFS.

Dans ce cadre, en liaison avec l'équipe de maîtrise d'œuvre désignée, APROMO, SAINT-LO, représentée par P. RATTI, vous souhaitez associer un bureau de contrôle technique, mission L et LE.

Le marché de travaux sera attribué en un seul lot à un groupement pluridisciplinaire (étanchéité mandataire, couvreur, plombier/chauffagiste/traitement d'air, électricien), les travaux nécessitant des déplacements et/ou rehausse d'équipements techniques en terrasse.

La phase étude se déroulera d'avril à octobre 2021.

La consultation travaux sera organisée entre novembre 2021 et janvier 2022.

Les travaux s'inscriront dans un plan pluriannuel de six ans maximum sur la base de 6 mois de réalisation annuelle moyenne, cps congés payés.

3

LA MISSION DE CONTROLE TECHNIQUE

OBJECTIF : Prévenir les aléas techniques lors de la conception et la réalisation de l'opération afin d'assurer la solidité de l'ouvrage, la sécurité des personnes et le confort des occupants.

Les missions de contrôle technique

Vous nous avez sollicité pour les missions de Contrôle Technique suivantes :

- Mission L, relative à la solidité des ouvrages et éléments d'équipement indissociables
- Mission LE, relative à la solidité des existants

Ces missions font l'objet d'un chiffrage spécifique (cf. Synthèse de notre offre).

Les prestations proposées

Nous vous proposons de réaliser les prestations suivantes par phase, adaptées à vos attentes et aux caractéristiques de votre projet :

En phase Conception

Les actes obligatoires	Le + SOCOTEC
<ul style="list-style-type: none">- Examen du diagnostic des existants- Examen des dossiers PC, APS, APD, PRO et DCE- RICT (Rapport Initial de Contrôle Technique) sur DCE	<ul style="list-style-type: none">- Assistance à la rédaction de la notice de sécurité- Assistance à la rédaction de la notice d'accessibilité- Réunions en phase amont- Réunion de présentation du RICT- Synthèse des avis au stade du RICT

En phase Documents d'Exécution

Les actes obligatoires	Le + SOCOTEC
<ul style="list-style-type: none">- Examen des documents relatifs (si couvert par le programme des travaux) :<ul style="list-style-type: none">- aux infrastructures- aux superstructures- au clos et couvert- aux équipements indissociables- aux installations électriques- au génie climatique- à la sécurité incendie	<ul style="list-style-type: none">- Synthèses régulières (a minima trimestrielles) des avis- Consultation de la Direction Technique pour ouvrage complexe

En phase Travaux (suivi d'Exécution)

Les actes obligatoires	Le + SOCOTEC
<ul style="list-style-type: none">- Présence à des RDV de chantier- Visites hors RDV de chantier	<ul style="list-style-type: none">- Présentation de nos avis suspendus et défavorables en réunion de démarrage

En phase Réception

Les actes obligatoires	Le + SOCOTEC
<ul style="list-style-type: none">- Remise du RFCT (Rapport Final de Contrôle Technique)	<ul style="list-style-type: none">- Pré-rapport final environ un mois avant la réception- Participation à la commission de sécurité/accessibilité si elle existe

L'équipe

La mission est placée sous la responsabilité d'un ingénieur généraliste dénommé « Pilote » de l'opération. Le pilote est votre interlocuteur unique.

Il est suppléé afin de garantir la continuité de la mission en toute circonstance.

Il peut également solliciter les référents techniques nationaux de notre direction technique groupe sur des points particuliers.

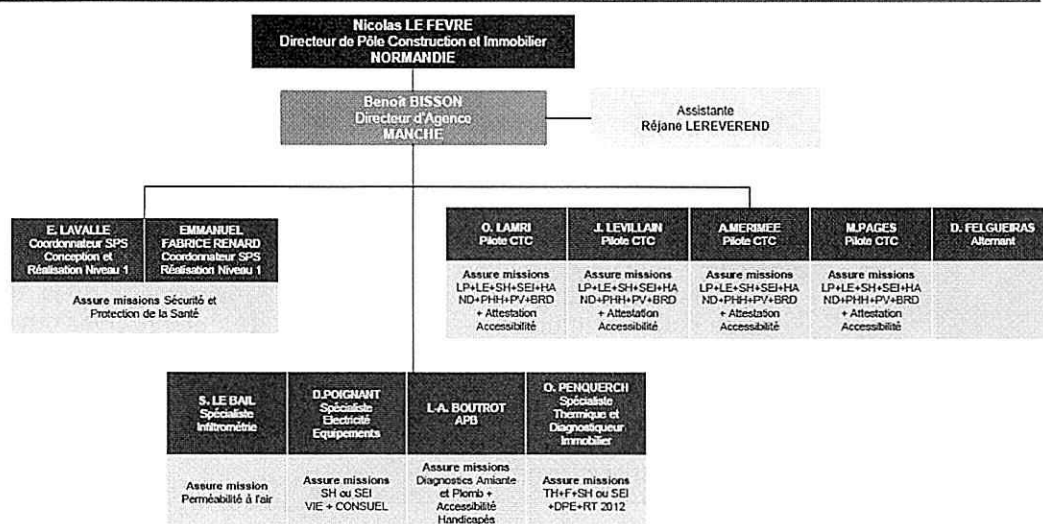
Il planifie l'ensemble des interventions liées à la mission de contrôle technique et aux missions réglementaires contenues dans le Pass Confiance.

Pour votre opération, le pilote désigné sera **Jerome LEVILLAIN** (sous réserve de disponibilité au moment de l'acceptation de la présente offre)

En fonction des plans de charges de nos équipes, il pourra être remplacé par un intervenant qualifié de notre agence.

Vous trouverez ci-dessous l'organigramme de l'équipe dédiée :

Agence MANCHE (Cherbourg et Saint-Lô)



La méthodologie

L'ensemble de nos prestations est réalisé au moyen de notre outil informatique Rapsotec, véritable mémoire du chantier et support pour tous les intervenants.

Une diffusion par courriel

Rapsotec permet une communication directe de l'ensemble des avis émis par SOCOTEC par courriel.

Des éléments toujours à jour

A chaque nouvelle édition, vous recevez instantanément vos rapports modifiés par courriel. Ces éléments sont numérotés et incrémentés spécifiquement pour votre opération.

Une lecture facilitée

Grâce à la liste récapitulative, vous avez une vision exhaustive des observations en cours non suivies d'effet. Leur classement par livrable facilite la consultation des observations pour le Maître d'ouvrage, la maîtrise d'œuvre et les entreprises.

Des informations hiérarchisées

Les observations regroupées dans les listes récapitulatives sont hiérarchisées en fonction de leur degré d'importance : suspendu et défavorable.

Une traçabilité totale de nos avis

Grâce à l'intégration de l'ensemble des éléments du projet dans Rapsotec, tous les avis émis par nos ingénieurs bénéficient d'une traçabilité totale : justification des levées de réserves, points sur les documents non reçus et intégration de tous les documents entrants dont les courriels.

Le + Socotec : Des avis clairs, précis et intelligibles.

Rappel du principal référentiel réglementaire :

- *Loi n° 78-12 du 4 janvier 1978 relative à la responsabilité et à l'assurance dans le domaine de la construction*
- *Norme NFP 03-100 de septembre 1995 de contrôle technique*

Les délais

PRESTATIONS SOCOTEC	DELAI EN JOURS/FREQUENCE
Avis sur document de conception	10
Élaboration du RICT sur PRO/DCE	15
Avis sur documents d'exécution	10
Fiches de visite de chantier	2
Liste récapitulative des avis	Trimestrielle
Pré-RFCT	30 jours avant réception
RFCT	10 jours après réception

Ces délais peuvent bien évidemment être réduits si le contexte du projet le nécessite.

Les honoraires

Les honoraires pour assurer la mission de contrôle technique telle que définie ci avant s'élèvent à :

- Mission de base souhaitée : **9 300,00 € H.T.**

Le mois supplémentaire de chantier pourra donner lieu à une facturation de 250,00 € H.T / mois.

Le + Socotec : Nous pouvons également vous accompagner dans le cadre de la constitution des dossiers d'Installations Classées pour la Protection de l'Environnement.

4 Conditions de paiement

Nos conditions de paiement font l'objet des échéanciers suivants :

Échéancier CT	Répartition
Honoraires dus à la signature	10,00 %
Honoraires dus à la remise du RICT	15,00 %
Honoraires travaux (démarrage et en cours)	70,00 %
Honoraires dus à la remise du RFCT	5,00 %

La présente proposition, dont la validité est de 3 mois, constituera le contrat après signature en page 4.

Les pièces contractuelles qui constituent cette commande sont par ordre de priorité décroissante :

- Les conditions Générales et Spéciales jointes à la présente offre
- La norme NFP 03-100 relative à la mission de Contrôle Technique

Conditions de paiement - Modalités de règlement :

Le montant de nos honoraires est ferme et non actualisable.

Les honoraires et frais majorés du montant de la TVA 20%, seront réglés et versés suivant l'échéancier proposé ci-dessus.

Ces paiements seront faits à 30 jours date de facture à SOCOTEC Construction par virement bancaire uniquement (au profit du compte suivant RIB indiqué sur nos factures).

5

ANNEXE : Les temps d'intervention CT

	temps (h)	Prix Unitaire (€HT)	Montant (€ HT)
CONCEPTION			
Rapports préalables			
Rapport initial	12,00	75,00	900,00
EXECUTION			
Examen des documents d'exécution	20,00	75,00	1 500,00
Visites de chantier			
Réunion de chantier	80,00	75,00	6 000,00
RECEPTION			
Rapport final	12,00	75,00	900,00
TOTAL	124,00		9 300,00

CONDITIONS GENERALES CG-SOC-CONS-IMMO-10-20 (1/5)

MISSIONS IMMOBILIER ET CONSTRUCTION HORS CONTRÔLE TECHNIQUE

TITRE 1 – DOMAINE D'APPLICATION

ARTICLE 1

Les présentes conditions générales s'appliquent à toutes missions réalisées par SOCOTEC CONSTRUCTION et SOCOTEC DIAGNOSTIC (ci-après « SOCOTEC »), à l'exception des missions de contrôles techniques visées à l'article L.111-23 et suivants du code de la construction et de l'habitation.

Elles s'appliquent à :

- la mission de coordination sécurité protection de la santé définie par le Code du travail ;
- toute mission de diagnostic, audit, mesures, vérification technique, AMO, prévention, conseil et formation, dont l'objet est de contribuer à satisfaire les objectifs fixés par le CLIENT dans le cadre d'ouvrages existants ou de projet de construction. Les conditions particulières du contrat définissent la nature de la mission confiée à SOCOTEC et en précisent le contenu exact.

TITRE 2 - CADRE D'INTERVENTION

ARTICLE 2 MODALITES

2.1 La mission est effectuée par référence aux textes législatifs, réglementaires et normatifs ou toute disposition spécifiée par le CLIENT, visés dans les conditions particulières du contrat.

2.2 Les interventions de SOCOTEC s'exercent par examen visuel et ne comportent ni essais ni analyses en laboratoire, sauf disposition contraire expresse précisée dans les conditions particulières du contrat. Sauf disposition contraire, les missions s'exercent par sondage et n'impliquent donc pas la réalisation de vérifications exhaustives.

Sauf disposition contraire, prédisant notamment les hypothèses limites à retenir, SOCOTEC ne prend pas en compte dans l'accomplissement de ses missions, les phénomènes assimilables à des catastrophes naturelles (telles que séismes, tempêtes, inondations, raz de marée) ou liés à la fission de l'atome.

Les mesures et sondages relatifs à la détection des polluants tels que, notamment, le plomb et l'amiante, ne sont réalisés par SOCOTEC que s'ils relèvent de l'objet de sa mission. A défaut, il appartient au CLIENT de fournir préalablement et dans un délai raisonnable à SOCOTEC toutes les informations qu'il possède à ce titre et, le cas échéant, de faire procéder aux investigations nécessaires.

2.3 SOCOTEC ne prend ni n'assume en aucune façon ni à aucun moment, la garde des ouvrages, engins ou installations soumis aux essais. Il appartient en conséquence au CLIENT, sous leur seule responsabilité, toutes mesures utiles pour assurer à tout moment la sécurité des personnes et des biens, tout dommage en résultant restant à la charge exclusive du CLIENT. En aucun cas les missions confiées à SOCOTEC ne saurait s'apparenter à une mission d'architecte, de bureau d'études, de constructeur ou d'entrepreneur lesquels conservent chacun pour ce qui les concerne les responsabilités afférentes à leur profession.

ARTICLE 3 SOUS-TRAITANCE

Pour toute mission ne visant pas la coordination sécurité protection de la santé, SOCOTEC se réserve le droit de sous-traiter, à toute personne de son choix et avec l'accord du CLIENT, l'exécution, dans le cadre réglementaire et normatif applicable, de toute ou partie de la mission.

En pareille situation, le CLIENT autorise expressément SOCOTEC à communiquer toute information, notamment confidentielle, en sa possession pour permettre l'exécution de la prestation sous-traitée.

En cas de sous-traitance, SOCOTEC s'engage à imposer à ses sous-traitants des obligations telles que toutes les clauses du contrat soient respectées.

ARTICLE 4 REMISE DU LIVRABLE

4.1. SOCOTEC rend compte de sa mission par la remise de comptes rendus, de rapports ou de tout autre document (ci-après « Livrable »).

4.2 Le Livrable est mis à disposition du CLIENT sous format numérique.

4.3 Le Livrable est établi sur la base des informations et documents communiqués par le client. SOCOTEC ne sera pas tenue responsable de toute omission, inexactitude ou erreur contenue dans le Livrable résultant de tout renseignement incomplet ou inexact.

4.4 Il n'appartient pas à SOCOTEC de s'assurer que les recommandations et/ou observations contenues dans le Livrable sont suivies d'effet. Celles-ci constituent des principes de solution, le cas échéant une aide décisionnelle préalable à potentielle, à la programmation et ou à la conception des projets de construction. A ce titre, nos conclusions ne peuvent pas être exploitées directement par les entreprises et doivent être obligatoirement étudiées par un maître d'œuvre /BET avant mise en œuvre par les entreprises.

Lorsque les principes de solution évoqués comportent une estimation financière, celle-ci est donnée à titre indicatif pour aider le CLIENT dans sa prise de décision, les chiffrages des solutions retenues par le client devant être obligatoirement réalisés par un économiste de la construction.

TITRE 3 – RESPONSABILITE

ARTICLE 5

SOCOTEC s'engage à apporter tout le soin raisonnablement possible à l'exécution des prestations qui lui sont confiées.

La responsabilité de SOCOTEC est celle d'un prestataire de service assujéti à une obligation de moyens.

Elle ne peut être recherchée pour une mauvaise conception ou exécution d'ouvrages ou d'installations utilisés en fonction de destinations qui ne lui ont pas été signalées ou dont les documents ne lui ont pas été transmis.

Sauf disposition législative contraire, la responsabilité de SOCOTEC ne saurait être engagée au-delà de dix fois le montant des honoraires perçus par SOCOTEC au titre de la mission qui lui a été confiée, sans pouvoir dépasser 1,5 million d'euros.

La responsabilité de SOCOTEC ne peut être engagée que dans la mesure de ses propres fautes professionnelles. Elle ne saurait donc être tenue responsable, ni solidairement ni in solidum, des fautes commises par d'autres intervenants. Le CLIENT indemniserà SOCOTEC et la tiendra quitte de tout recours de tiers à son encontre dès lors que la somme mise à la charge de SOCOTEC suite audit recours dépassera le plafond de responsabilité visé supra.

SOCOTEC est titulaire d'une assurance de responsabilité professionnelle souscrite auprès d'une compagnie d'assurance notoirement solvable et pourra transmettre au Client tout justificatif sur demande écrite de sa part.

CONDITIONS GENERALES CG-SOC-CONS-IMMO-10-20 (2/5)

TITRE 4 - HYGIENE ET SÉCURITÉ

ARTICLE 6

Conformément aux dispositions des articles R.4511-1 à R.4514-10 du code du travail, il appartient au CLIENT de définir et de porter à la connaissance de SOCOTEC les mesures d'hygiène et de sécurité applicables aux travaux effectués dans son établissement par une entreprise extérieure afin que soit établie une analyse des risques et, le cas échéant, le plan de prévention visé par l'article R.4512-7 dudit code.

En particulier, il incombe au CLIENT de déclarer les risques spécifiques liés à l'activité de l'établissement auxquels le personnel de SOCOTEC peut être exposé lors de l'exécution de sa mission, notamment les risques résultant d'une exposition à des rayonnements ionisants, matériaux, ouvrages et installations contenant de l'amiante ou du plomb, à des substances et préparations dangereuses, à des agents biologiques, à une atmosphère confinée ainsi que le risque de noyade et de chute de hauteur, et d'indiquer les mesures de prévention prévues pour y faire face.

Il incombe également au CLIENT de prendre toutes les mesures nécessaires pour assurer la protection et la sécurité du personnel de SOCOTEC durant toute la durée de son intervention et d'informer SOCOTEC des lois et règlements applicables en la matière ainsi que de toutes les consignes de sécurité à respecter relativement aux sites et équipements du CLIENT. A ce titre, le CLIENT doit fournir au personnel de SOCOTEC un accès sécurisé à ses locaux, bureaux et autres installations. Lorsque ces mesures de prévention consistent en l'utilisation d'équipements de protection individuelle (EPI) spéciaux (vêtements spécifiques, masque...), il appartient au CLIENT d'informer SOCOTEC à la signature du contrat de la nature précise de ces EPI, faute de quoi SOCOTEC ne sera pas en mesure d'exécuter la prestation sans que cela ne lui soit reproché.

TITRE 5 – HONORAIRES ET FRAIS D'INTERVENTION

ARTICLE 7

Les honoraires et frais de SOCOTEC sont fixés en considération des éléments d'information fournis par le CLIENT sur les lieux d'intervention, l'importance, la nature et la durée de la mission qui lui a été confiée. En cas de découverte en cours de réalisation de la mission, d'éléments non portés à la connaissance de SOCOTEC, et impactant les conditions de réalisation de celle-ci, un ajustement des honoraires et frais de SOCOTEC interviendra, quand bien même il s'agirait d'un forfait.

En cas de changement dans les modalités de réalisation de la mission imposé par toute disposition normative, contractuelle ou réglementaire, les honoraires et frais de SOCOTEC seront revus suivant les modalités définies par les parties dans le contrat ou à défaut, d'un commun accord entre elles.

ARTICLE 7

Pour toute demande non prévue au Contrat notamment en raison d'une divergence sur le point de vue technique exprimé par SOCOTEC ou d'un différend entre le CLIENT et ses contractants pour lesquels il serait demandé à SOCOTEC de procéder ou de participer à des visites, réunions ou opérations quelconques supplémentaires, les honoraires et frais en résultant seront mis à la charge du CLIENT.

ARTICLE 8

Tous les documents nécessaires à l'exercice de la mission sont adressés à SOCOTEC en langue française par voie numérique ou sur support papier. Les frais de traduction ne sont pas compris dans le montant des honoraires et frais fixés dans la convention et font l'objet, d'une facturation complémentaire.

Tout Livrable est fourni par SOCOTEC exclusivement par voie numérique. Toute remise d'un Livrable sous forme papier devra être expressément demandée par le CLIENT et sera facturée selon le tarif forfaitaire de 35 €HT par exemplaire.

ARTICLE 9

Lorsque les honoraires et frais de SOCOTEC s'expriment par un pourcentage, la base de calcul est définie dans les conditions particulières du contrat.

Le CLIENT s'engage à fournir à SOCOTEC tous les éléments nécessaires à l'établissement de cette base.

Le montant des honoraires et frais correspondant au montant prévisionnel de la base constituée, de convention expresse, la rémunération minimale due, en tout état de cause, à SOCOTEC, à l'achèvement de sa mission.

ARTICLE 10

Les honoraires de SOCOTEC sont soumis à la taxe sur la valeur ajoutée. Le montant de cette taxe, au taux en vigueur au moment de l'exécution de la prestation, vient s'ajouter au montant des honoraires convenus.

ARTICLE 11

Lorsque les honoraires sont fixés forfaitairement ou à la vacation, le montant du forfait ou de la vacation prévu au contrat est révisable en fonction de la variation de l'indice syntec. En conséquence, à compter de la date de signature du contrat, chaque acompte ou vacation est, dans les limites fixées par la réglementation, calculé avec un coefficient de révision égal au rapport du dernier index paru à la date de la signature de la convention et de l'index paru à la date d'établissement de la facture.

La révision des prix d'intervention interviendra à la date d'anniversaire du contrat, sans accord préalable, selon la formule de révision de prix de l'indice Syntec :

$$P1 = P0 \times (S1/S0)$$

Les référentiels devant être compris comme suit :

P1 : nouveau prix

P0 : ancien prix

S1 : dernier indice Syntec de référence connu

S0 : indice Syntec de référence, à savoir celui en vigueur au 1er janvier de l'année de signature du contrat.

ARTICLE 12

Les factures émises par SOCOTEC sont payables dans leur intégralité au plus tard trente (30) jours à date d'émission, envoyée par voie dématérialisée sauf disposition contraire.

Les paiements sont faits à SOCOTEC par tout moyen et notamment par prélèvement ou virement bancaire, selon les instructions de SOCOTEC.

CONDITIONS GENERALES CG-SOC-CONS-IMMO-10-20 (3/5)

L'obligation de payer les honoraires et frais revenant à SOCOTEC étant inconditionnelle, le paiement ne peut en être différé en raison d'une divergence sur le point de vue technique exprimé par SOCOTEC ou d'un différend entre le CLIENT et ses maîtres d'œuvre, ingénieurs et entrepreneurs, ou entre deux ou plusieurs de ces personnes.

À défaut de règlement des factures et frais dans les délais, ces dernières porteront intérêt de plein droit dès le lendemain de l'échéance de règlement, au taux égal au taux de la Banque Centrale Européenne majoré de 10 points, sans pouvoir être inférieur à trois fois le taux d'intérêt légal. Les pénalités de retard seront mensuellement capitalisées. L'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement visée par l'article L.441-10 du code de commerce est fixée à 40 euros, elle est due de plein droit sans préjudice pour SOCOTEC d'exiger une indemnisation complémentaire sur justificatifs des frais supplémentaires engagés.

ARTICLE 13

Dans l'hypothèse où, du fait du CLIENT, l'intervention de SOCOTEC est annulée, retardée ou reportée, moins de 48 heures ouvrées avant la date programmée de l'intervention, une indemnité forfaitaire sera due à SOCOTEC d'un montant de 50% du montant de l'intervention.

A ce montant, s'ajouteront tous les frais de déplacement engagés par SOCOTEC.

En cas d'annulation ou de report du fait du CLIENT, la programmation d'une nouvelle date d'intervention sera nécessairement soumise à accord de SOCOTEC.

En cas d'abandon du projet en cours de réalisation, SOCOTEC perçoit en sus des honoraires déjà échus, pour toute mission dont le montant des honoraires est inférieur ou égal à 10.000 € HT, une indemnité correspondant à l'intégralité des sommes restant à percevoir si la mission s'était déroulée jusqu'au terme et pour toute mission dont le montant des honoraires est supérieur à 10.000 € HT, 50% des sommes restant à percevoir.

En cas de non réalisation du projet indépendante de SOCOTEC, une somme forfaitaire de 10% de nos honoraires sera versée à SOCOTEC.

ARTICLE 14

Les interventions se déroulent durant les jours ouvrés, du lundi au vendredi entre 8 heures et 17 heures.

En cas de demande d'intervention en dehors de ces plages, il sera facturé au CLIENT une majoration de prix de :

50% en cas d'intervention en urgence (sous 48h),

100% en cas d'intervention hors la plage horaire habituelle (de 17 h à 8h)

50% en cas d'intervention le samedi

100% en cas d'intervention le dimanche ou un jour férié.

ARTICLE 15

À défaut de règlement des factures dans les délais et conditions précitées, SOCOTEC peut suspendre ses prestations ultérieures sans que le CLIENT ne puisse valablement lui reprocher quoique ce soit, notamment un retard d'exécution. À ce titre, SOCOTEC notifiera sa décision de suspension par tout moyen écrit.

Dans ce cas, la quote-part des honoraires et frais correspondant aux prestations déjà fournies deviennent immédiatement exigibles.

Le CLIENT restera seul responsable des conséquences et éventuels dommages pouvant résulter de cette suspension.

ARTICLE 16

Tous documents, en particulier les rapports et études, remis au CLIENT par SOCOTEC dans le cadre de la convention, deviennent la propriété du CLIENT à compter du paiement intégral de l'ensemble des prestations.

TITRE 6 – CONFIDENTIALITE

ARTICLE 17

Les parties s'engagent à conserver confidentielles les informations échangées entre elles dans le cadre de la préparation, la transmission et l'exécution du contrat. En conséquence, chaque partie s'engage à ne pas divulguer, céder, transmettre de quelque façon que ce soit et pour quelque fin que ce soit autre que l'objet du contrat, les informations notamment confidentielles qu'elle pourrait obtenir dans le cadre de l'exécution de la proposition commerciale validée, sans le consentement préalable, écrit et exprès de l'autre partie.

À ce titre, tout Livrable mis à disposition par SOCOTEC est destiné à l'usage exclusif de son CLIENT. Sauf disposition contraire dans les conditions particulières du contrat ou accord préalable et exprès de SOCOTEC, il ne doit être ni transmis, ni mis à disposition, ni cédé ou publié de quelque manière que ce soit, quel que soit le support, au bénéfice de toute autre personne. Le CLIENT reconnaît que le non-respect de cet article entraînera pour SOCOTEC, et le Groupe SOCOTEC dans son ensemble, un grave préjudice et s'engage à prendre à sa charge exclusive, à première demande de SOCOTEC, l'intégralité des coûts et frais requis pour remédier à la situation et aux conséquences directes et indirectes, sans préjudice des dommages et intérêts susceptibles d'être dus.

En sa qualité d'organisme d'inspection tierce partie, SOCOTEC peut être amenée à justifier de son respect des procédures d'inspection par la communication aux autorités de tutelle ou organisme d'accréditation d'informations issues de ses rapports de mission, ce que le CLIENT accepte expressément.

Hors les cas visés ci-dessus, aucune information obtenue dans le cadre de l'exécution de ses missions n'est communiquée par SOCOTEC sans, selon le cas, l'autorisation du CLIENT ou que ce dernier en soit préalablement informé. Sauf disposition contraire, le CLIENT autorise expressément SOCOTEC à communiquer toute information le concernant et le Livrable produit dans le cadre de la mission à toute société du Groupe auquel SOCOTEC appartient au jour de la communication.

TITRE 7 – PROPRIETE INTELLECTUELLE

ARTICLE 18

18.1 Le CLIENT n'acquiert pas, par la signature de la convention, la propriété des méthodes et outils de SOCOTEC utilisés ou mis au point à l'occasion de la réalisation de la mission. En conséquence, le CLIENT s'engage à ne pas utiliser les méthodes et les outils de SOCOTEC pour un usage autre que celui initialement prévu dans le cadre de la mission. Le CLIENT se porte fort pour ses préposés, conseils et actionnaires du respect de cet engagement.

L'utilisation, la reproduction, la représentation d'une quelconque manière de la marque ou du logo "SOCOTEC" est strictement interdite sauf obtention de l'accord écrit et préalable de la part de SOCOTEC.

Par ailleurs, il ne saurait être fait état du Livrable émis par SOCOTEC que par publication ou communication in extenso et autorisée.

CONDITIONS GENERALES CG-SOC-CONS-IMMO-10-20 (4/5)

Le CLIENT reconnaît que tous les droits de propriété intellectuelle de SOCOTEC liés à l'exécution de la proposition commerciale validée demeurent la propriété exclusive de SOCOTEC, et qu'aucune disposition des présentes conditions ne saurait conférer au CLIENT un droit quelconque sur ces données. Toute utilisation par le CLIENT des droits de propriété intellectuelle de SOCOTEC devra être préalablement et expressément autorisée par cette dernière.

Sauf disposition contraire, le CLIENT autorise SOCOTEC à utiliser sa marque et/ou son logo uniquement dans le cadre de communication à usage purement interne et/ou faisant état de référence commerciale.

18.2 Spécificités des marques d'accréditation du Cofrac

L'utilisation, la reproduction, la représentation d'une quelconque manière du ou des logo(s) du Cofrac relatif(s) à ou aux accréditation(s) de SOCOTEC est strictement interdite sauf obtention de l'accord écrit et préalable de la part de SOCOTEC.

TITRE 8 – PROTECTION DES DONNEES PERSONNELLES - RGPD

ARTICLE 19

En tant que Responsables de Traitement indépendants, les Parties s'engagent à collecter et traiter l'ensemble des données à caractère personnel en conformité avec toutes les législations et réglementations en vigueur relatives à la protection des données à caractère personnel et applicables au traitement desdites données, en ce compris de manière non exhaustive, avec (i) la Loi française n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, telle que modifiée et (ii) le Règlement (UE) 2016/679 du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données (Règlement Général sur la Protection des Données/RGPD).

TITRE 9 – LUTTE ANTI-CORRUPTION

ARTICLE 20

SOCOTEC place une grande attention au respect des lois et règlements relatifs à la lutte anti-corruption et en particulier au respect des dispositions de la loi Sapin 2. Chaque co-contractant de SOCOTEC doit s'assurer de respecter les mêmes principes, lois et règlements en vigueur tant en France que, le cas échéant, dans les pays dans lesquels il opère.

Le CLIENT garantit SOCOTEC qu'il s'assurera du respect des lois et/ou règlements en vigueur relatifs plus particulièrement à l'anti-corruption, en ce compris la loi Sapin 2, qu'il n'aura, que ce soit par action ou par omission, aucun comportement ou acte susceptible d'engager la responsabilité de SOCOTEC pour corruption ou fraude et qu'il mettra en place et maintiendra ses propres procédures et politiques relatives à la lutte anti-corruption. Le CLIENT s'engage à informer SOCOTEC dès qu'il aura lui-même connaissance d'un comportement, événement ou acte non-conforme relatif à de la corruption et qu'il indemniserait SOCOTEC pour toute conséquence d'un comportement non conforme qu'il pourrait avoir.

SOCOTEC CONSTRUCTION résiliera immédiatement sans aucune mise en demeure préalable, la proposition commerciale validée et plus généralement tout contrat en cours avec le CLIENT, dans le cas où un acte de corruption serait observé.

TITRE 10 RESILIATION

ARTICLE 21

En cas d'inexécution répétée ou de manquement grave de l'une des parties à ses obligations contractuelles, le contrat et plus généralement tout contrat liant SOCOTEC et le CLIENT pourront être résiliés par lettre recommandée avec avis de réception trente (30) jours après une mise en demeure restée infructueuse.

SOCOTEC pourra également procéder à la résiliation immédiate, suivant l'envoi d'un courrier recommandé avec demande d'avis de réception, de tout contrat dans les situations suivantes, sans qu'aucune indemnité de soit due au CLIENT :

- Non-paiement répété par le CLIENT de factures dues et émises par SOCOTEC ;
- Tout acte de corruption et en particulier des dispositions de la loi Sapin 2, ainsi que du dispositif lié au respect et à la protection des données personnelles ;
- Perte, arrêt ou non reconduction des reconnaissances externes nécessaires à la réalisation de tout ou partie de la prestation (notamment perte d'accréditation) ;
- Non-respect répété par le CLIENT des conditions nécessaires pour permettre aux intervenants de SOCOTEC de réaliser la mission en toute sécurité.

En cas de résiliation, après complet paiement des honoraires et frais dus à SOCOTEC dans les conditions précitées, les dispositions des Titres 3, 6, 7, 8 et 9 continuent de s'appliquer.

TITRE 11 – DISPOSITIONS FINALES

ARTICLE 22 - CESSIBILITE

Les obligations et droits résultant des conditions générales et de tout contrat sont incessibles par l'une ou l'autre des parties et ce à quelque titre et sous quelque modalité que ce soit sans l'accord préalable et écrit de l'autre partie. Néanmoins, chaque partie pourra librement transférer tout contrat dans le cadre d'opérations purement intragroupe, au bénéfice exclusivement de toute société existante ou à créer appartenant au même Groupe auquel est rattachée la partie.

ARTICLE 23 – INDEPENDANCE DES CLAUSES

Dans le cas où l'une des dispositions des conditions générales viendrait pour quelque raison que ce soit à être invalidée ou inapplicable, les autres dispositions continueraient à s'appliquer en l'état. Les parties s'engagent à négocier sans délai ladite disposition invalide ou inapplicable, dans l'esprit des présentes conditions, aux fins de procéder à son remplacement, en conformité avec les lois applicables.

ARTICLE 24 - CONVENTION DE PREUVE

Le Livrable par lequel SOCOTEC rend compte de sa mission sont adressés au CLIENT sous forme numérisée. Conformément aux dispositions législatives en vigueur, le CLIENT reconnaît que les échanges par voie numérique ont la même force probante qu'un écrit signé de manière manuscrite.

CONDITIONS GÉNÉRALES CG-SOC-CTC 06-20 (2/4)

3.4 SOCOTEC Construction ne procède pas aux vérifications de l'implantation ou des métrés des ouvrages et éléments d'ouvrage ni des cotes relatives à leur planimétrie, verticalité, horizontalité ou aux caractéristiques dimensionnelles afférentes à la conception architecturale et fonctionnelle de l'ouvrage.

3.5 La mission de SOCOTEC Construction ne porte pas :

- dans le cas des opérations de rénovation ou de réhabilitation : sur les ouvrages et éléments d'équipement existant avant la réalisation des travaux et non modifiés par ceux-ci ni sur les parties de la construction non comprises dans le volume des travaux;
- sur les aménagements réalisés à l'initiative ou sous la responsabilité des exploitants ou occupants, même s'ils sont entrepris avant l'ouverture de l'établissement ou l'occupation de locaux ;
- sur les biens meubles.

3.6 Sur chantier, l'examen des ouvrages et éléments d'équipement est effectué sur les parties visibles et accessibles au moment de l'intervention de SOCOTEC Construction, qui ne procède à aucun démontage ou sondage destructif.

L'avis de SOCOTEC Construction porte sur l'état des ouvrages et éléments d'équipement tel qu'il se présente lors des opérations de contrôle. SOCOTEC Construction ne saurait, de ce fait, être engagée par les modifications ultérieures.

3.7 SOCOTEC Construction n'est pas tenue de s'assurer de la véracité des constatations contenues dans les rapports ou les procès-verbaux qui lui sont remis.

Les fournitures (logiciels, appareils et ensembles installés en l'état) sont réputés capables des performances répertoriées dans les fiches techniques établies et fournies par les constructeurs.

La preuve des qualités des matériaux et éléments de construction ou celle de leur conformité aux règles qui leur sont applicables doit être apportée à SOCOTEC Construction soit par un marquage, soit par un certificat, soit par tout autre moyen admis par la réglementation.

3.8 Les aménagements spécifiques des activités professionnelles visés à l'article 4.2.7 de la norme NF P 03-100 s'entendent notamment des équipements industriels mais mécaniquement ou manuellement, tels que machines, ponts-roulants, ponts-élevateurs, chaînes de convoyage, des équipements sportifs, des installations scéniques, manèges et attractions de loisirs ainsi que des éléments d'équipement, appareils et installations dont la destination est propre à l'activité exercée dans la construction.

3.9 Il n'appartient pas au contrôleur technique de s'assurer que ses avis sont suivis d'effet et de prendre, ou de faire prendre, les mesures nécessaires pour la suppression des défauts signalés.

3.10 Le client autorise SOCOTEC Construction à répondre à toute demande d'information en provenance des assureurs, en vue de leur permettre de mieux apprécier les risques couverts par les polices ; il l'autorise également à adresser, le cas échéant, un exemplaire de ses correspondances et rapports directement aux intervenants intéressés.

3.11 Il ne peut être fait état, vis-à-vis de tiers, des avis émis par SOCOTEC Construction que par publication ou communication "in extenso" ; il ne peut, non plus, être fait état, à titre publicitaire, de l'intervention de SOCOTEC Construction, sans l'accord préalable de celle-ci sur le principe et le libellé de ladite publicité.

3.12 La mission de SOCOTEC Construction s'achève à la remise du rapport final.

SOCOTEC Construction n'est pas tenue de conserver les pièces techniques et documents qui lui sont communiqués à l'occasion de l'exécution du présent contrat.

Les correspondances, rapports de contrôle et, d'une manière générale, les documents établis par SOCOTEC Construction ne sont pas conservés au-delà d'un délai de 10 ans après l'achèvement de la mission.

3.13 Les rapports et avis par lesquels le contrôleur technique rend compte de sa mission sont établis et adressés au maître d'ouvrage par voie numérique. Toute demande de remise sous forme papier sera facturée au tarif prévu à l'article 9 des présentes conditions générales.

3.14 La participation de SOCOTEC Construction à une plateforme collaborative destinée aux échanges documentaires au cours de l'opération est fonction de la capacité de ladite plateforme à répondre aux exigences spécifiques de la mission de contrôle technique.

Dans tous les cas, les coûts liés à cette participation feront l'objet d'une facturation complémentaire.

ARTICLE 4 - AGRÈMENT MINISTÉRIEL

SOCOTEC Construction déclare être titulaire de l'agrément ministériel, visé à l'article L.111-25 du code de la construction et de l'habitation, correspondant aux missions de contrôle technique qui lui sont confiées. Il s'engage à justifier de cet agrément sur simple demande.

ARTICLE 5 - RESPONSABILITÉ

La responsabilité de SOCOTEC Construction est celle d'un prestataire de service assujéti à une obligation de moyens.

Elle ne peut être recherchée pour une mauvaise conception ou exécution d'ouvrages dont les documents ne lui ont pas été transmis ou d'ouvrages utilisés en fonction de destinations qui ne lui ont pas été signalées.

La responsabilité de SOCOTEC Construction s'apprécie dans les limites de la mission à elle confiée par le client.

Dans les cas où les dispositions de l'article L.111-24 du code de la construction et de l'habitation ne sont pas applicables, elle ne saurait être engagée au-delà de dix fois le montant des honoraires perçus par SOCOTEC Construction au titre de la mission pour laquelle sa responsabilité serait retenue, sans pouvoir dépasser 1,5 million d'euros.

SOCOTEC Construction est titulaire d'une assurance de responsabilité professionnelle (justificatif sur demande du cocontractant).

ARTICLE 6 ASSURANCES

6.1 Pour les opérations de construction soumises à l'obligation d'assurance prévue à l'article L.242-1 du code des assurances et dont le coût prévisionnel est supérieur à 30 millions € HT, les honoraires relatifs aux missions de contrôle technique ont été établis en considération de la souscription par le maître d'ouvrage, à ses frais, d'un contrat collectif de responsabilité décennale (CCRD) incluant notamment SOCOTEC Construction afin d'assurer le respect de ladite obligation. En conséquence, ces honoraires n'incluent ni la surprime qui serait due par SOCOTEC Construction à son assureur en l'absence d'une telle souscription ni la prime afférente à l'adhésion de SOCOTEC Construction au CCRD.

Le coût de cette prime et/ou surprime viendrait donc s'ajouter aux montants des honoraires prévus à la présente convention.

6.2 Le client s'engage à ne faire appel qu'à des constructeurs titulaires, au titre de l'activité pour laquelle il signe avec eux un contrat de louage d'ouvrage, d'une police d'assurance garantissant leur responsabilité conformément à l'article L.241.1 du code des assurances relatif à l'assurance de responsabilité obligatoire. Il s'engage également à fournir à SOCOTEC Construction, sur simple demande, les attestations d'assurance desdits constructeurs.

ARTICLE 7 - CONFIDENTIALITÉ

Les informations communiquées à SOCOTEC Construction à l'occasion de l'exécution de ses missions d'inspection sont considérées comme confidentielles s'il n'est disposé autrement par la loi, les règlements ou les règles de preuve en matière procédurale.

CONDITIONS GÉNÉRALES CG-SOC-CTC 06-20 (3/4)

En sa qualité d'organisme d'inspection tierce partie, SOCOTEC Construction peut être amenée à justifier de son respect des procédures d'inspection par la communication aux autorités de tutelle ou organisme d'accréditation d'informations issues de ses rapports de mission, ce que le client accepte expressément.

Hors les cas visés ci-avant, aucune information obtenue dans le cadre de l'exécution de ses missions n'est communiquée par SOCOTEC Construction sans, selon le cas, l'autorisation du client ou que ce dernier en soit préalablement informé.

ARTICLE 8 - PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE

8.1 Le client n'acquiert pas, par la signature de la convention, la propriété des méthodes et outils de SOCOTEC Construction utilisés ou mis au point à l'occasion de la réalisation de la mission. En conséquence, le client s'engage à ne pas utiliser les méthodes et les outils de SOCOTEC Construction pour un usage autre que celui initialement prévu dans le cadre de la mission.

L'utilisation, la reproduction, la représentation d'une quelconque manière de la marque ou du logo "SOCOTEC" est strictement interdite sauf obtention de l'accord écrit et préalable de la part de SOCOTEC Construction.

Par ailleurs, il ne saurait être fait état des avis émis par SOCOTEC Construction que par publication ou communication in extenso.

8.2 Spécificités des marques d'accréditation du Cofrac

L'utilisation, la reproduction, la représentation d'une quelconque manière du ou des logo(s) du Cofrac relatif(s) à ou aux accréditation(s) de SOCOTEC Construction est strictement interdite sauf obtention de l'accord écrit et préalable de la part de SOCOTEC Construction.

ARTICLE 9 - HONORAIRES ET FRAIS DE CONTRÔLE

9.1 Les honoraires et frais de SOCOTEC Construction sont fixés en considération des éléments d'information fournis par le client ou son mandataire sur l'importance, la destination, la nature des ouvrages et sur la durée des travaux.

En conséquence :

Lorsque des modifications interviennent quant à la destination ou à la nature des ouvrages, ou lorsque les entreprises et/ou le maître d'œuvre présentent des variantes, il est dû à SOCOTEC Construction un complément d'honoraires calculé au temps passé.

Un dépassement de la durée d'exécution des travaux de plus de 10 % ouvre droit à un supplément d'honoraires déterminé par application d'un coefficient égal à 70 % du pourcentage de dépassement.

Outre les différents avis émis au cours de sa mission, SOCOTEC Construction rend compte de son intervention dans deux rapports principaux :

Le rapport initial de contrôle technique relatif au contrôle des documents de conception.

Le rapport final de contrôle technique, relatif à l'ensemble de sa mission.

Tout rapport complémentaire dont l'établissement est demandé par le client donnera lieu à perception d'un supplément d'honoraires égal à 5 % des honoraires globaux.

Les honoraires de SOCOTEC Construction sont fixés en considération d'interventions réalisées les jours et heures habituels de travail.

Si, pour des circonstances qui ne sont pas de son fait, SOCOTEC Construction devait intervenir les samedi, dimanche ou jours fériés ou de nuit (de 20 heures à 6 heures), il serait facturé un supplément par heure passée sur place et en déplacement.

Tous les documents nécessaires à l'exercice de la mission de contrôle technique sont adressés à SOCOTEC Construction en langue française par voie numérique ou sur support papier. Les frais de traduction et/ou ceux inhérents à l'édition de documents fournis sur support informatique ne sont pas compris dans le montant des honoraires et frais fixés dans la convention et font l'objet, le cas échéant, d'une facturation complémentaire.

Les rapports et avis sont fournis par SOCOTEC Construction exclusivement par voie numérique. Toute demande de remise sous forme papier sera facturée suivant le tarif forfaitaire de 35 € HT par exemplaire demandé par le client.

9.2 Lorsque les honoraires et frais de SOCOTEC Construction s'expriment par un pourcentage du montant des travaux :

a) Les honoraires et frais sont calculés sur le montant définitif, toutes taxes comprises, des ouvrages exécutés, en tenant compte des variations pouvant intervenir dans la masse des travaux ou résultant de l'application de formules d'actualisation et de révision des prix. Toutefois, ne seront pas prises en considération les variations de prix consécutives à l'application de primes ou pénalités de retard, à un prélèvement pour quelque cause que ce soit et notamment au titre du compte prorata, ou à un litige pour malfaçon ou pour toute autre cause entre le client et les constructeurs.

b) Sauf stipulation particulière, les honoraires et frais s'appliquent à l'ensemble des travaux de tous corps d'état, quels que soient les ouvrages et éléments d'équipement soumis au contrôle.

c) Le client ou son mandataire s'engage à fournir à SOCOTEC Construction toutes justifications des montants de travaux servant de base à l'établissement de ses factures (notamment situations et mémoires de travaux vérifiés, bons de paiement).

A défaut et après mise en demeure restée infructueuse, il est expressément convenu que les honoraires et frais dus à SOCOTEC Construction seront, de plein droit, calculés sur la base d'un montant forfaitaire de travaux égal à une fois et demie le montant prévisionnel indiqué aux conditions particulières.

d) Le montant des honoraires et frais correspondant au montant prévisionnel des travaux constitue, de convention expresse, la rémunération minimale due, en tout état de cause, à SOCOTEC Construction, à l'achèvement des opérations de contrôle.

9.3 Lorsque les honoraires sont fixés forfaitairement ou à la vacation, le montant du forfait ou de la vacation prévu à la convention est révisable en fonction de la variation de l'index prévu aux conditions particulières de la convention. En conséquence, chaque acompte ou vacation est, dans les limites fixées par la réglementation, calculé avec un coefficient de révision égal au rapport du dernier index paru à la date de signature de la convention et de l'index paru à la date d'établissement de la facture.

En outre, si le montant définitif des travaux est supérieur à l'estimation prévisionnelle fournie par le client lors de l'établissement de la convention, les honoraires forfaitairement prévus seront majorés par application d'un coefficient égal au pourcentage d'augmentation du montant des travaux.

Le maître d'ouvrage ou son mandataire s'engage à fournir à SOCOTEC Construction, dans les conditions stipulées à l'article 6.2c ci-dessus, toutes justifications des montants de travaux.

9.4 En cas d'abandon du projet de construction ou d'arrêt définitif des travaux, SOCOTEC Construction perçoit en sus des honoraires déjà échus, une indemnité égale à 20 % du montant des honoraires qui seraient restés à percevoir si la mission s'était déroulée jusqu'à son terme.

9.5 Le paiement des honoraires et frais est effectué au comptant et conformément aux modalités prévues dans la convention.

L'obligation de payer les honoraires et frais revenant à SOCOTEC Construction étant inconditionnelle, le paiement ne peut en être différé en raison d'une divergence sur le point de vue technique exprimé par SOCOTEC Construction ou d'un différend entre le client et ses maîtres d'œuvre, ingénieurs et entrepreneurs, ou entre deux ou plusieurs de ces personnes.

CONDITIONS GÉNÉRALES CG-SOC-CTC 06-20 (4/4)

A défaut de règlement des factures dans un délai d'un mois, ces dernières porteront intérêt de plein droit et sans mise en demeure préalable au taux égal au taux de refinancement de la Banque Centrale Européenne majoré de 10 points. L'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement visée par l'article L.441-6 du code de commerce est fixée à 40 euros, elle est due de plein droit sans préjudice pour SOCOTEC Construction d'exiger une indemnisation complémentaire sur justificatifs des frais supplémentaires engagés.

9.6 SOCOTEC Construction peut suspendre ses opérations en cas de défaut de paiement de ses honoraires échus. Lorsqu'elle décide de suspendre ses opérations, SOCOTEC Construction signifie sa décision au client par lettre recommandée. Dans ce cas, il est dû à SOCOTEC Construction la quote-part des honoraires et frais prévus dans la convention, correspondant aux prestations déjà fournies.

9.7 Les honoraires de SOCOTEC Construction sont soumis à la taxe sur la valeur ajoutée. Le montant de cette taxe, au taux applicable au moment de l'exécution de la prestation, vient s'ajouter au montant des honoraires convenu.

ARTICLE 10 – SERVICE SOCOTEC AVANTAGE

10.1 Dans le cadre de son service SOCOTEC Avantage, SOCOTEC Construction met gratuitement (sauf frais de connexion à Internet) à la disposition de ses clients une version électronique des rapports qu'elle établit au titre de ses missions.

10.2 La consultation et l'édition des rapports s'effectuent à partir du site Internet de SOCOTEC Construction, chaque client disposant d'un mot de passe personnel. Ce mot de passe est attribué par SOCOTEC Construction dès réception par celle-ci du formulaire d'authentification dûment complété par le client. Le client est informé de la mise à disposition des rapports par courrier électronique envoyé à l'adresse de messagerie communiquée à SOCOTEC Construction.

Le paramétrage des profils sur le site Internet de SOCOTEC Construction est effectué par le client sous sa seule responsabilité.

10.3 Les rapports édités à partir de leur version électronique sont dépourvus de valeur probante. **10.4** SOCOTEC Construction s'engage à apporter tout le soin raisonnablement possible au maintien du bon fonctionnement du service SOCOTEC Avantage. Le client ne saurait prétendre à une quelconque indemnisation ou à des dommages-intérêts en cas de dysfonctionnement ou de cessation temporaire ou définitive de fonctionnement du service.

10.5 SOCOTEC Construction n'est tenue à aucun archivage des rapports électroniques.

10.6 La résiliation du contrat pour quelque cause que ce soit met fin au bénéfice du service SOCOTEC Avantage.

ARTICLE 11 - RESILIATION

En cas d'inexécution des prestations ou de manquement de l'une des parties à ses obligations contractuelles, la présente convention pourra être résiliée par lettre recommandée avec avis de réception trente (30) jours après une mise en demeure restée infructueuse.

ARTICLE 12 – DISPOSITIF CONTRACTUEL

La convention, intégrant les présentes conditions générales et les conditions spéciales ainsi que ses éventuelles annexes, constitue l'intégralité des engagements souscrits par les parties et annule et remplace tous les actes antérieurs se rapportant à l'objet de la convention.

ARTICLE 13 - CONVENTION DE PREUVE

Les rapports et avis par lesquels SOCOTEC Construction rend compte de sa mission sont adressés au client et, le cas échéant, diffusés aux tiers concernés par envoi sous forme numérisée. Conformément aux dispositions législatives en vigueur, le client reconnaît que les échanges par voie numérique ont la même force probante qu'un écrit signé de manière manuscrite.

ARTICLE 14 - TRAITEMENT DES RÉCLAMATIONS

Une procédure relative au traitement des réclamations a été mise en place au sein de SOCOTEC Construction. Cette procédure est mise à la disposition de tout intéressé sur demande adressée à la direction qualité à l'adresse suivante : dqj@socotec.com.

ARTICLE 15 - LÉGISLATION APPLICABLE - RÈGLEMENT DES DIFFÉRENDS

La convention est régie par le droit français.

En cas de litige, les parties s'engagent à se rapprocher afin de trouver les solutions d'un règlement amiable sauf les cas où la réglementation prévoit des modalités spécifiques en vue d'un tel règlement.

Les juridictions françaises sont seules compétentes pour connaître du litige quel que soit le lieu d'exécution de la mission, même en cas d'appel en garantie ou de pluralité de défendeurs.

CONDITIONS SPÉCIALES CS-SOC-AAAA-06-18 (1/1)

CONTRÔLE TECHNIQUE : MISSION L RELATIVE A LA SOLIDITÉ DES OUVRAGES ET ÉLÉMENTS D'EQUIPEMENT INDISSOCIABLES**ARTICLE 1**

Les aléas techniques à la prévention desquels le contrôle technique contribue au titre de la mission L, sont ceux qui, découlant de défauts dans l'application des textes techniques à caractère réglementaire ou normatif, sont susceptibles de compromettre la solidité de la construction achevée ou celle des ouvrages et éléments d'équipement indissociables qui la constituent.

Ne relève pas de la présente mission mais peut faire l'objet, à la demande du client, de missions complémentaires, la prise en compte :

- des risques naturels présentant un caractère exceptionnel tels que tempêtes, séismes, inondations, avalanches ;
- des risques liés à une modification des caractéristiques du sous-sol par suite d'effondrements miniers ;
- des risques technologiques.

ARTICLE 2

La mission L porte, dans la mesure où ils font partie des marchés des travaux communiqués à SOCOTEC Construction, sur les ouvrages et éléments d'équipement suivants :

- les ouvrages de réseaux divers et de voirie (à l'exclusion des couches d'usure des chaussées et des voies piétonnières) dont la destination est la desserte privative de la construction ;
- les ouvrages de fondation ;
- les ouvrages d'ossature ;
- les ouvrages de clos et de couvert ;
- pour les bâtiments, les éléments d'équipement indissociablement liés aux ouvrages énumérés ci-dessus.

ARTICLE 3

Dans l'exercice de sa mission, SOCOTEC Construction ne prend pas en compte les sollicitations liées aux phases provisoires de travaux.

ARTICLE 4

Dans le cas d'opérations de réhabilitation, rénovation ou transformation, la mission porte sur la solidité des ouvrages et éléments d'équipement indissociables neufs et inclut un examen, au regard de la stabilité desdits ouvrages, de la compatibilité du programme de travaux avec l'état des existants. Cet examen comprend les prestations suivantes :

- l'examen des renseignements fournis par le client sur les existants ;
- l'examen visuel de l'état apparent des existants dans les conditions normales d'accessibilité lors de la visite de SOCOTEC Construction ;
- l'examen des documents techniques définissant le programme des travaux envisagés par le client ;

L'intervention de SOCOTEC Construction ne comprend ni le diagnostic préalable des existants, ni l'établissement ou la participation à l'établissement d'un état des lieux concernant les existants, ni le contrôle de la solidité des existants, celui-ci relevant de la mission LE.

En l'absence de communication du résultat d'études de diagnostic et de l'état des lieux, SOCOTEC Construction ne peut prendre en compte, dans l'exercice de sa mission, que les éléments résultant de l'examen visuel de l'état apparent des existants.

ARTICLE 5

Dans le cas de travaux de reprise en sous-œuvre d'un ouvrage existant ou avoisinant, le contrôle technique desdits travaux n'est pas effectué au titre de la mission L mais, selon le cas, d'une mission relative à la solidité des existants (mission LE) ou d'une mission relative à la stabilité des ouvrages avoisinants (mission Av).

ARTICLE 6

La mission peut être complétée par d'autres missions telles que : les missions P1, LE, Av, PS.

CONDITIONS SPÉCIALES CS-SOC-AAAC-06-18 (1/1)

CONTRÔLE TECHNIQUE : MISSION LE RELATIVE A LA SOLIDITÉ DES EXISTANTS

ARTICLE 1

La mission LE constitue le complément de la mission L ou LP pour les bâtiments faisant l'objet d'une rénovation, réhabilitation ou transformation.

ARTICLE 2

Les aléas techniques à la prévention desquels le contrôleur technique contribue au titre de la mission LE sont ceux qui, découlant de la réalisation des ouvrages et éléments d'équipement neufs, sont susceptibles de compromettre, dans les constructions achevées, la solidité des parties anciennes de l'ouvrage.

ARTICLE 3

Le client s'engage à fournir à SOCOTEC Construction tous les renseignements justificatifs et documents se rapportant aux ouvrages existants, notamment les constats d'état des lieux et les résultats des études de diagnostic effectuées.

ARTICLE 4

L'intervention de SOCOTEC Construction comprend l'examen visuel de l'état apparent des existants mais ni le diagnostic préalable des existants ni l'établissement ou la participation à l'établissement d'un état des lieux concernant les existants.

En l'absence de communication du résultat d'études de diagnostic et de l'état des lieux, SOCOTEC Construction ne peut prendre en compte, dans l'exercice de sa mission, que les éléments résultant de l'examen visuel de l'état apparent des existants.